

Histoire

L'UNITÉ SOCIALISTE OUBLIÉE : LE PROGRAMME DE SAINT-MANDÉ, 30 MAI 1896

Emmanuel Jousse

30/05/2016

Cent-vingt ans jour pour jour après le banquet de Saint-Mandé, Emmanuel Jousse revient sur le discours prononcé par Alexandre Millerand dans lequel il délimite les « frontières » du socialisme et l'espace de discussion sur lequel doit s'édifier l'unité.

Le 30 mai 1896, après les élections municipales, les groupes socialistes parisiens marquent leur victoire par un banquet tenu avenue de la Porte Dorée, aux confins du 12^e arrondissement et de Saint-Mandé. Même si elle relève d'un rituel républicain bien enraciné¹, cette soirée reste particulière en raison du discours qu'y prononce le député de la Seine Alexandre Millerand, ténor du groupe parlementaire, pour lancer l'unité des socialistes. A l'époque en effet, ils sont partagés en quatre partis différents (possibilistes, guesdistes, blanquistes et allemanistes), et en une multitude d'organisations et de réseaux qui, des « indépendants » aux fédérations de métier, font la richesse du socialisme français. Alors que la victoire semble proche, la proposition de Millerand de rassembler les frères dispersés par la Commune provoque l'enthousiasme de Marcel Sembat, qui écrit dans *La Petite République* :

Hein camarades, ça donne du cœur au ventre, une soirée comme celle de dimanche ? Comme nous étions tous joyeux et gaillards, soulevés d'enthousiaste énergie, en sortant de la grande salle lointaine, salle grouillante où se mêlaient coude à coude les militants de Paris et de province, où Delory de Lille et Calvignac de Carmaux, Lepers de Roubaix, Dormoy de Montluçon, Dumazet de Commentry, fraternisaient en solides poignées de mains, ardent bataillon qu'un élan décuplé emportait vers les prochaines batailles ! Ah, la bonne minute sur ce trottoir fourmillant de camarades à se serrer les mains dans les ténèbres, la cervelle bourdonnante et le cœur gonflé des puissantes phrases tout à l'heure acclamées, avant de se séparer dans la nuit. C'est la joie même, ces moments-là ! ces moments où se concentre sur un point de l'espace et dans une heure de la durée toute la force dynamique, toute la sève essentielle de notre parti²

Ceux qui assistent au banquet saisissent immédiatement son importance, mais l'Affaire Dreyfus

puis la participation de Millerand au gouvernement de Waldeck-Rousseau entre 1899 et 1902 approfondissent les distances au lieu de favoriser l'union. Ce premier projet d'unité est donc occulté par des événements contraires et par une dynamique, celle de 1905, qui donne naissance à la SFIO sur d'autres lignes.

Au chapitre des grandes heures de la gauche, pourquoi commémorer le 120^e anniversaire du banquet de Saint-Mandé ? L'historiographie contribue à maintenir l'événement dans l'oubli, soit en l'évoquant rapidement³, soit en l'ignorant⁴, tant il est écrasé par les évolutions lourdes de la gauche française. Le banquet de Saint-Mandé n'est donc mentionné que pour faire l'histoire des « indépendants⁵ » et de leur chef, Alexandre Millerand⁶ : il devient alors une simple opération électorale, prolongeant les avancées socialistes grâce aux voix radicales, gagnées par la modération du discours. Mais s'il relève d'une stratégie pour faire des socialistes « l'aile gauche des républicains », il manifeste aussi « une autre vision de l'unité », rapidement niée par le congrès de la Salle du Globe en 1905⁷. En ce cas, il s'agirait d'une première tentative – et d'un premier échec – d'unir les socialistes français sur des lignes très différentes de celles de 1905. Là réside l'intérêt de cet événement : il dévoile une histoire anté-partisane qui donne à réfléchir, alors que la forme-parti s'essouffle après plus d'un siècle d'histoire. Cette réflexion sur le texte du discours de Millerand au banquet de Saint-Mandé n'est possible qu'en articulant plusieurs lectures concentriques qui le restituent dans son contexte d'énonciation. Qu'a-t-il dit, au juste, qui fasse l'objet d'une telle unanimité parmi les socialistes alors très divisés ? Sur quels fondements s'esquissait alors l'unité possible des socialistes ?

Un texte électoral

Une première lecture littérale du texte met l'accent sur sa signification politique et électorale. Le discours que prononce Millerand est une mobilisation après le scrutin : en saluant « tant d'élus du suffrage universel⁸ », il marque le succès aux élections municipales où les socialistes obtiennent la majorité dans 46 des 265 municipalités où ils font campagne, et obtiennent des mairies importantes comme celles de Lille et de Marseille, ainsi que 21 élus au conseil municipal de Paris, contre 17 avant les élections⁹. L'avancée est d'autant plus importante qu'elle est réalisée dans un contexte politique troublé par la chute du cabinet de Léon Bourgeois, soutenu par le groupe parlementaire, et la formation en avril du cabinet Méline, que les socialistes considèrent comme réactionnaire. La victoire est donc d'autant plus valeureuse, et explique l'atmosphère de liesse du banquet organisé à l'initiative des Comités républicains de la première circonscription du XII^e arrondissement et du quartier des Quinze-Vingts. Tous les groupes socialistes y sont représentés, à l'exception des allemanistes : les possibilistes Paul Brousse, Aimé Lavy et Paschal Grousset ; Jules Guesde et ses partisans Paul Lafargue et Alexandre Zévaès ; Edouard Vaillant ; les

« indépendants » Jean Jaurès, René Viviani, Eugène Fournière, Marcel Sembat, Adrien Veber ; tous les sympathisants qui ne s'inscrivent dans aucune organisation comme Clovis Hugues. Les 600 convives festoient toute la nuit et engloutissent les potages Saint-Germain et Tapioca, les hors d'œuvres de radis et de sardines, la truite saumonée sauce crevette, les bouchées victoria, le filet de bœuf à la parisienne accompagné de haricots verts au velouté et de petits pois, les rôts, les dindonneaux et les poulets au cresson, les salades et les desserts variés. Le vin de Bordeaux et le champagne coulent à flots, le café et le cognac viennent encourager la digestion entrecoupée de discours¹⁰. Millerand n'est pas seul à s'exprimer : Guesde affirme « la nécessité pour la classe ouvrière, victorieuse, de savoir avec exactitude ce qu'elle veut faire de la victoire », Edouard Vaillant évoque « tout le passé de luttes séculaires, toute la tradition révolutionnaire des grands ancêtres de 1793¹¹ ». Jaurès, enfin, appelle à une régénération :

Il a montré que le seul remède à ses maux, c'était la socialisation de la propriété. Et, relevant le grand reproche que l'on fait au collectivisme d'être un parti uniquement préoccupé de basses matérialités, il a glorifié l'art et la science, les deux plus beaux instruments d'émancipation et de liberté que la nature ait mis dans les maisons des hommes, ; et il a montré la science dominée par l'argent, l'art sacré prostitué au servage des capitalistes ; et il a terminé en faisant entrevoir à ses auditeurs cloués d'admiration l'art et la science affranchis et se développant en toute liberté dans la société collectiviste¹².

Ce discours signe le triomphe : il est interrompu « par des applaudissements et des acclamations » et « quand l'orateur reprend sa place, on crie, on frappe sur la table ; le tumulte de l'enthousiasme est devenu indescriptible. Il se prolonge pendant plus de cinq minutes¹³ ».

La mise en scène du banquet par *La Petite République* ne doit cependant pas induire en erreur : les élections municipales de mai 1896 marquent un progrès des socialistes, mais déçoivent beaucoup. Certes, Lille est gagnée par le guesdiste Delory, mais Roubaix était déjà tenue par Carette depuis 1892, tout comme Marseille conservée par Flaissières. Il ne s'agit donc pas d'un raz-de-marée, alors que les élections de 1893 et les luttes sociales et politiques qui avaient suivi laissaient penser que la révolution était proche. Et pour beaucoup de participants au banquet, la raison de cette demi-victoire est simple : la multiplication des candidats socialistes dans certaines circonscriptions n'a pas permis de repousser « les passions réactionnaires », comme l'écrit Henri Turot¹⁴. Dès avant le scrutin, Gustave Rouanet avait averti du danger de rivalités mal maîtrisées¹⁵. Millerand a beau saluer « un grand élan » qui a fortifié la République¹⁶, Rouanet considère que « la victoire aurait pu être plus complète, à Paris surtout, sans la multiplicité des candidatures socialistes sur lesquelles des voix se sont dispersées inutilement au premier tour¹⁷ ». Jaurès dénonce « les graves manquements à l'union » dont sont responsables les candidats socialistes qui refusent de se désister au second tour au profit d'un autre mieux placé qu'eux¹⁸. Le discours que tient Millerand répond à un impératif

simple : empêcher ces situations de se reproduire en rassemblant les socialistes autour d'un programme et de principes partagés. C'est la raison par laquelle il commence son discours par une *captatio benevolentiae* rendant hommage aux autres leaders socialistes :

Qu'il soit permis à un socialiste qui, ni par son ancienneté, ni par ses services, n'est un vétéran du parti, de se retourner vers les militants de la première heure, vers les apôtres qui nous ont frayé la voie, et d'incliner l'hommage des nouveaux venus et des jeunes devant les Jules Guesde, les Vaillant, les Paul Brousse, devant la mémoire de Benoît Malon, devant tous ceux qui depuis vingt ans ont incarné et incarnent encore dans leur nom les luttes et les espérances du prolétariat organisé¹⁹.

C'est aussi la raison pour laquelle il lance son appel contre les « querelles d'écoles », contre les « discussions intestines » qui paralysent l'effort électoral des socialistes. Ses propositions sont loin d'être inédites : l'idée d'un programme commun court depuis des mois dans les colonnes de *La Petite République*, sous la plume de divers auteurs²⁰ ; la critique des « querelles d'écoles » reprend des condamnations fréquentes depuis les années 1880. Et les solutions qu'il avance ne sont pas neuves non plus puisqu'il s'agit de renforcer le contrôle des élus par les organisations partisans. Il propose ainsi que le candidat s'engage à se retirer au profit d'un candidat mieux placé en signant un « règlement d'administration intérieure » accepté par toutes les factions²¹ : un programme socialiste. Ce « programme », en réalité, semble bien différent des textes comparables qui ponctuent l'histoire du socialisme français avant 1914 : contrairement au programme minimum, que le parti ouvrier s'était efforcé d'appliquer entre 1880 et 1882 ; contrairement au programme de la SFIO en 1905, le « programme » de Saint-Mandé n'est pas une série de revendications plus ou moins lointaines, précédée d'une déclaration de principe. Dans la mesure où les règles du désistement imposent de pouvoir reconnaître les candidats socialistes des autres, Millerand propose simplement de fixer une bonne fois pour toutes trois principes simples qui constituent les bases suffisantes de l'identité socialiste :

Les trois points essentiels qui sont nécessaires et suffisants pour caractériser un programme socialiste : intervention de l'Etat pour faire passer du domaine capitaliste dans le domaine national les diverses catégories des moyens de production et d'échange au fur et à mesure qu'elles deviennent mûres pour l'appropriation sociale ; conquête des pouvoirs publics par le suffrage universel, entente internationale des travailleurs²².

Ces trois principes sont si vagues que Millerand, par son discours, semble rendre les frontières du socialisme les plus floues possibles pour permettre des désistements au profit de républicains avancés, encore réticents à la propagande socialiste. Dans ce cas, le discours de Saint-Mandé réduit bien les socialistes à n'être que la partie avancée du parti républicain.

L'identité révolutionnaire du socialisme

Cette interprétation n'est pas satisfaisante pour deux raisons au moins. La première est que Millerand, lorsqu'il prononce son discours, rencontre le soutien unanime des groupes socialistes à l'exception des allemanistes. Il est possible que son texte ait circulé avant le banquet et ait été accepté au préalable par les principaux participants²³. En réalité, la parole de Millerand ne suscite pas d'opposition parce que ce qu'il dit correspond à des idées répandues dans la propagande socialiste des années 1890. La deuxième raison qui invalide une lecture trop électoraliste du texte est que les trois principes établis par Millerand sont repris par tous les projets d'unité jusqu'en 1905. Jaurès, par exemple, s'appuie sur cette grille de lecture à maintes reprises entre 1899 et 1904. Là encore, le discours de Millerand ne peut se réduire à une simple opération électorale : le succès de son texte suggère que son enjeu dépasse très largement la question des désistements électoraux et des rapports entre socialistes et radicaux, pour toucher l'identité même du socialisme. Organiser un système de désistements pour le second tour suppose qu'il soit possible de départager les socialistes des autres, à partir des critères que Millerand définit, et qui constituent les « frontières » du socialisme. Au sein de cet espace fermé, les militants peuvent s'affronter et se diviser, mais le renoncement à l'un de ces principes constitue une rupture. Millerand ne retient pas ces principes parce qu'ils sont vagues et ouvrent le socialisme aux républicains, il les choisit parce qu'ils permettent de synthétiser les développements théoriques du socialisme français des deux dernières décennies.

Pour décrire la dynamique de la lutte des classes, Millerand emprunte le schéma d'interprétation marxiste exposé par Engels dans *l'Anti-Dühring*, et traduit en partie par Lafargue dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique* en 1880 : progrès de la science et de la mécanisation, concentration du capital, expropriation des petits propriétaires, dissociation du capital et du travail, prolétarianisation des masses. Millerand ajoute à cette lecture une dimension morale qu'il emprunte au socialisme intégral de Malon et de *La Revue socialiste*. Cette lutte des classes justifie le passage à la propriété collective. Pour Millerand, il s'agit d'un fait scientifique, issu de « la constatation pure et simple des phénomènes qui se déroulent sous nos yeux²⁴ ». Il reprend ainsi la vieille idée socialiste selon laquelle le socialisme est fondé sur la science, et justifie la substitution de la propriété individuelle par la propriété sociale :

Puisque c'est une loi de l'évolution sociologique que tous les moyens de production et d'échange passent de la forme de propriété individuelle à celle de propriété capitaliste, toute sa prétention est qu'au fur et à mesure que se constituent ces immenses propriétés capitalistes qui, sous leur rayonnement, dessèchent et tuent la petite propriété, la propriété individuelle, c'est qu'au fur et à mesure la propriété sociale se substitue à la propriété capitaliste²⁵.

Prolongeant les réflexions doctrinales des partisans de Paul Brousse et de la FTSF, Millerand associe le passage à la propriété collective aux services publics et à la municipalisation. Dans les deux cas, il ne s'agit pas d'un compromis avec le système économique existant, mais d'une forme de subversion de l'Etat bourgeois : le service public, appliquée à un secteur particulier, peut s'étendre par l'exemple à tous les autres ; la Commune oppose son organisation politique à celle de l'Etat. Ces deux idées proviennent de l'héritage de l'AIT et des Fédérations jurassiennes, et sont transmises par les possibilistes qui y voient les ferments du socialisme pour faire implorer la société existante. La première frontière que trace Millerand entre les socialistes et les autres ne favorise pas le rapprochement avec les radicaux : elle s'appuie au contraire sur une tradition particulièrement vive du mouvement ouvrier français.

Les services publics et la Commune permettent de mieux préparer l'avènement de la société idéale car « nul socialiste n'a jamais rêvé [...] de transformer d'un coup de baguette magique le régime capitaliste, ni d'édifier sur une table rase une société toute nouvelle ». Par cette phrase, Millerand n'abandonne pas l'idée d'une rupture révolutionnaire : comme beaucoup de socialistes des années 1890, il estime que le socialisme ne peut être instauré brusquement, qu'il est nécessaire que la classe ouvrière sache comment fonctionnent les grandes fonctions économiques avant d'espérer pouvoir s'en emparer. Les services publics exercés par les socialistes dans un régime capitaliste, sous la forme de régies, est une façon de mieux les maîtriser. Millerand considère donc les services publics comme l'apprentissage, et non comme l'abandon de la révolution. Pour lui la portée du socialisme est double, à la fois « plan de société idéal et complet » et leçon de réalisme : Mais si nous regardons haut, toujours plus haut, nous ne perdons point pied pour cela : nous gardons contact avec le sol résistant et solide. Nous ne substituons point nos imaginations aux réalités au milieu desquelles nous nous mouvons, et chacune de nos réalisations ne veut et ne doit être que la conséquence et le résultat des phénomènes déjà accomplis²⁶.

Comme dans le socialisme intégral de Benoît Malon, l'idéal et le réalisme se nourrissent l'un l'autre et font du socialisme « la vaste synthèse de toutes les manifestations de la vie ». En ce cas, il doit pouvoir exprimer un accord général, la voix de l'humanité elle-même ; il ne peut donc être dissocié du suffrage universel. C'est la deuxième condition que fixe Millerand :

Pour réaliser les réformes immédiates susceptibles de soulager le sort de la classe ouvrière et de la rendre ainsi plus apte à conquérir elle-même son émancipation, pour commencer, dans les conditions déterminées par la nature des choses, la socialisation des moyens de production, il est nécessaire et suffisant au parti socialiste de poursuivre par le suffrage universel la conquête des pouvoirs publics²⁷.

À nouveau, il ne s'écarte pas du chemin révolutionnaire et formule des idées largement acceptées

par tous les socialistes : le suffrage universel n'est pas l'unique outil politique dont les socialistes doivent se servir, il n'est que le plus adapté pour la lutte particulière en faveur de réformes immédiates, dans un but particulier de commencer l'instauration de la société socialiste.

La troisième condition pour se réclamer du socialisme, selon Millerand, est l'articulation entre internationalisme et patriotisme. A nouveau, cette idée s'appuie sur un horizon partagé par tous les socialistes depuis la fondation de l'AIT en 1864 : Millerand en fait le résultat d'une nécessité, induite par « le développement même des connaissances », oppose l'internationalisme des capitalistes à celui des ouvriers, se réclame de la Révolution française :

À aucun moment nous n'oublierons qu'en même temps qu'internationalistes, nous sommes Français et patriotes. Patriotes et internationalistes, ce sont deux titres qu'avant nous les ancêtres de la Révolution française ont su noblement allier²⁸.

Il ne s'agit donc pas d'un coup politique ou d'une opération électorale. Il s'agit d'un bilan sur ce que pensent et disent les socialistes depuis 1893 au moins.

Quelle unité ?

Le discours de Millerand s'achève par son toast « à l'union du parti socialiste, à la conquête par le socialisme des pouvoirs publics, au triomphe de la République sociale²⁹ ». Il n'esquisse ni le processus par lequel les groupes se rapprocheront, ni l'organisation concrète du parti à venir. Il ne fait qu'établir les règles nécessaires à l'action commune, malgré les différences doctrinales et politiques. Au lieu de définir le socialisme par des principes théoriques qui diviseraient les groupes, il en fait une « éthique de la discussion³⁰ ».

Par rapport aux tentatives avortées de 1879-1882, et par rapport au projet porté par Jaurès à partir de 1899 puis réalisé par la SFIO, la perspective de Millerand a l'avantage de faire l'unité sans la proclamer par une déclaration, source de méprises. Elle n'exige aucune organisation particulière et contourne la vieille controverse entre centralisme et fédéralisme héritée de l'AIT ; elle n'exige aucune négociation entre les groupes existants, et prévient les résistances opiniâtres auxquelles s'oppose Jaurès après 1899. Elle ne demande rien d'autre qu'un espace de discussion modéré par une instance reconnue par tous. Cet espace de discussion est structuré et animé par les journaux. Sous la direction de Marcel Sembat puis de Millerand à partir de 1893, *La Petite République* devient une plate-forme permettant de rassembler les forces de « tous les citoyens résolus à transformer la société actuelle dans le sens socialiste » ; le journal reste ouvert « à tous les socialistes sans examen ni catéchisme³¹ » : les articles sont signés des principaux leaders, comme Brousse, Allemane, Vaillant... De même, *La Revue socialiste* entend maintenir la définition intégrale du

socialisme, embrassant « dans ses plans de rénovation la philosophie, l'art, les lettres, la morale, la famille, toutes les formes de l'activité humaine³² ». Le nouveau directeur, Georges Renard, proche de Millerand, reprend ainsi le programme que Malon avait fixé à la revue à sa fondation en 1885. La discussion qui se déploie dans les journaux est modérée par le groupe parlementaire, qui compte 44 députés après la percée de 1893, préparé par une « Ligue d'action révolutionnaire pour la conquête de la République sociale » le 13 janvier 1893³³, et qui forme un groupe dès l'entrée à la Chambre³⁴. Tous donnent de leur personne pour soutenir les grèves en cours et animer les conférences de propagande : Millerand entreprend ainsi une tournée de conférences à Calais avec Guesde et Lafargue, puis dans le sud pour prolonger « l'œuvre nécessaire de propagande » des « missionnaires ou des commis-voyageurs³⁵ ». Tous soutiennent les grèves, qui connaissent un regain comme à Carmaux : *La Petite République* publie ainsi des bulletins quotidiens au plus fort du conflit à l'été 1895 et *La Revue socialiste* ouvre une souscription pour venir en aide aux grévistes³⁶. Le banquet de Saint-Mandé fait donc aboutir un processus d'union à l'œuvre depuis 1893, entrepris par *La Petite République*, soutenu par *La Revue socialiste*, grâce à l'action du groupe parlementaire. Cette dynamique emprunte la voie particulière d'un mouvement perpétuel. Pas de manifeste ni de congrès : tout en affirmant l'objectif d'unité dans une même lutte, ce sont d'abord les expériences qui lient les militants. La réunion régulière du groupe parlementaire a plus d'efficacité que la constitution soudaine d'un état-major ; la lutte partagée sur les lieux de la grève, comme à Carmaux, fait davantage pour rapprocher les rivaux que les tribunes des congrès. La stratégie a ses avantages et ses inconvénients : elle permet d'un côté de faire l'unité des socialistes sans la penser et de montrer concrètement les signes d'une ressemblance que toute discussion doctrinale aurait immédiatement réfutée. En cela, l'absence de « doctrine » ou de « principes » dans le socialisme de Millerand n'est pas un défaut de compréhension, mais le résultat d'un choix délibéré. D'un autre côté, la recherche de l'unité par un cercle vertueux d'actions et de mobilisations présume que le contexte politique et social s'y prête. Dans les années 1890, la répression gouvernementale qui triomphe avec le vote des lois scélérates en 1894 s'y prête, et la chute du cabinet Bourgeois par l'opposition irréductible d'un Sénat conservateur relance cette opposition. En 1896, il est encore possible de rassembler tous les socialistes derrière des principes communs en les laissant découvrir progressivement les chemins de l'unité, parce qu'ils se retrouvent fondamentalement d'accord contre une République qui leur est hostile. Quelques mois plus tard, en 1899, le contexte a changé : la République doit être défendue, et la constitution d'un cabinet de défense républicaine par Waldeck-Rousseau, qui fait de Millerand son ministre du commerce, balaie la construction patiemment échafaudée.

L'unité voulue par Millerand ne peut donc aboutir en raison d'un contexte bouleversé par l'Affaire Dreyfus. En réalité, l'ambition de Millerand se heurte à une série d'obstacles qui, ajoutés les uns aux autres, laisse le champ libre à une autre forme d'unité. Faire du socialisme un espace de discussion

ouvert, modéré par un acteur reconnu par tous, suppose un contrôle efficace de la presse socialiste et du groupe parlementaire. Or, dès 1897, Millerand perd progressivement le contrôle de ses journaux : *La Petite République* lui échappe en janvier 1897 au profit des guesdistes, qui ne restent influents que quelques mois. En mai 1897, lorsque l'ancienne rédaction reprend les rênes, Millerand est remplacé par Gérault-Richard, en attendant Jaurès en 1898. *La Revue socialiste* change de directeur à cette même date : en mars 1898 le millerandien Georges Renard est remplacé par le jaurésien Gustave Rouanet. Lorsque l'Affaire Dreyfus rebat le jeu socialiste, Millerand est donc déjà en difficulté. Par ailleurs, le groupe parlementaire est de moins en moins reconnu comme une instance régulatrice. L'absence des allemanistes au banquet de Saint-Mandé n'est pas anecdotique : avec eux marquent leur méfiance les groupes ouvriers qui ont construit le parti ouvrier en 1879, qui ont représenté la majorité des groupes socialistes dans les années 1880, et qui constituent après 1899 un allié indispensable à Jaurès. Au moment où elle est proposée au banquet de Saint-Mandé, l'union socialiste par la mise en place d'un espace commun de discussion ne peut donc fonctionner. Le discours de Saint-Mandé, vidé de sa substance, se maintient comme la vague référence d'un socialisme réformiste que la crise ministérielle vient condamner, signe de la félonie de Millerand.

Le banquet de Saint-Mandé constitue donc une première proposition d'union socialiste, reposant sur des réseaux d'élus ou de journalistes plutôt que sur un parti organisé. Le discours que tient Millerand ne peut se réduire à une simple déclaration électorale, ni à un simple signe d'ouverture vers les radicaux : il s'agit bien de délimiter l'espace de discussion socialiste sur lequel doit s'édifier l'unité. Il se réfère à une tradition vieille de deux décennies, qui donnent à ses paroles une profondeur qu'il ne faut pas négliger, et qui montrent que le réformisme, avant d'avoir été le repoussoir des socialistes au XX^e siècle, a d'abord constitué la voie la plus évidente et la plus riche vers une union sans parti.

À retrouver dans les médias : la synthèse de la note, par Emmanuel Jousse ([Le Huffington Post](#), 30 mai 2016)

1. Emmanuel Fureix, « Banquets et enterrements », in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 1 : L'héritage du XIX^e siècle, Paris, La Découverte, 2004, p. 197-209.
2. Marcel Sembat, « Puissance », *La Petite République*, n°7354, 2 juin 1896..
3. Michel Winock, *Le socialisme en France et en Europe XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1992, p. 78-79 ; Jean Touchard, *La gauche en France 1900-1981*, Paris, Seuil, 1977, p. 54-55.
4. Jacques Julliard, *Les gauches françaises. 1762-2012 : Histoire, politique et imaginaire*, Paris, Flammarion, 2012.
5. Sylvie Rémy, *Jean, Jules, Prosper et les autres. Les socialistes indépendants en France à la fin du XIX^e siècle*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2011, p. 170-183.

6. Jean-Louis Rizzo, *Alexandre Millerand. Socialiste discuté, ministre contesté et président déchu (1859-1943)*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 67-72.
7. Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, 2005, p. 27-65.
8. Alexandre Millerand, *Le socialisme réformiste français*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903, p. 20.
9. Sylvie Rémy, *Jean, Jules, Prosper et les autres... op. cit.*, p. 164-166
10. « Le banquet des municipalités socialistes », *La Petite République*, n°7353, 1^{er} juin 1896.
11. Marcel Sembat, « Puissance », art. cit.
12. « Le banquet des municipalités socialistes », art. cit.
13. Ibid.
14. Henri Turot, « L'Hôtel de Ville », *La Petite République*, n°7303, 12 avril 1896.
15. Gustave Rouanet, « Le prochain scrutin », *La Petite République*, n°7313, 22 avril 1896.
16. Alexandre Millerand, « Bonne journée », *La Petite République*, n°7326, 5 mai 1896.
17. Gustave Rouanet, « L'union ! », *La Petite République*, n°7327, 6 mai 1896.
18. Jean Jaurès, « Discipline nécessaire », *La Petite République*, n°7331, 10 mai 1896.
19. Alexandre Millerand, *Le socialisme réformiste français... op. cit.*, p. 20.
20. Gabriel Deville, « Qui est socialiste ? », *La Petite République*, n°7229, 29 janvier 1893.
21. Alexandre Millerand, *Le socialisme réformiste français... op. cit.*, p. 22.
22. Ibidem, p. 34.
23. Sylvie Rémy, *Jean, Jules, Prosper et les autres... op. cit.*, p. 171.
24. Alexandre Millerand, *Le socialisme réformiste français... op. cit.*, p. 23.
25. Ibid., p. 26.
26. Alexandre Millerrand, *Le socialisme réformiste français... op. cit.*, p. 29.
27. Ibidem, p. 32.
28. Ibidem, p. 33.
29. Ibidem, p. 35.
30. Jürgen Habermas, *De l'éthique de la discussion*, Paris, Flammarion, 1992.
31. Marcel Sembat, « L'union républicaine socialiste », *La Petite République*, n°6110, 5 janvier 1893.
32. Georges Renard, « Notre programme », *La Revue socialiste*, vol. 19, n°112, 15 avril 1894, p. 514.
33. *La Petite République*, n°6120, 15 janvier 1893.
34. Alexandre Millerand, « Le groupe socialiste », *La Petite République*, n°6515, 9 novembre 1893.
35. Alexandre Millerand, « De Calais à Montpellier », *La Petite République*, n°6186, 22 mars 1893.
36. Georges Renard, « Pour les ouvriers de Carmaux », *La Revue socialiste*, vol. 22, n°129, 15 septembre 1895, p. 257.